

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1975)
Heft: 307

Artikel: La pauvreté en Suisse
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028522>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La pauvreté en Suisse

« *Schweizer Illustrierte* » (8) publie un reportage d'Elisabeth Hörler sur la région la plus pauvre de Suisse. Nous citons : « La région la plus pauvre de Suisse se trouve dans le canton de Fribourg. Les paysans ne pratiquent que l'économie laitière, car le sol est généralement trop aride pour des cultures de fruits ou de légumes et il n'y a pratiquement pas d'industrie... »

Le lourd tribut fribourgeois

Se fondant sur la dernière statistique de l'Impôt de défense nationale (année 1970), « S.I. » note que, sur les cinquante plus pauvres communes de Suisse, vingt-cinq sont des communes fribour-

geoises. Les autres sont situées dans les cantons du Valais, des Grisons, de Berne et en Suisse centrale.

La commune la plus pauvre est celle de Morlens (FR) où l'impôt fédéral est en moyenne de 1 fr. 35 par habitant (par comparaison cette moyenne est de 1464 francs dans la ville de Glaris, autre extrême). Le reportage, illustré, nous fait découvrir un monde hors du temps; en conclusion, « *Schweizer Illustrierte* » ouvre une souscription pour que trois enfants d'une famille de Morlens puissent aller à l'école secondaire à Romont, ce qui coûte aux parents 1500 francs par enfant et par année pour le transport en bus et le repas de midi.

D'autres communes presque aussi pauvres sont signalées : Montborget, Estévenens, Senède, Granges-de-Vesin.

Ouverture sur la Romandie

— Dans le magazine hebdomadaire du « *Tages Anzeiger* », une porte ouverte sur la Suisse romande avec un reportage illustré sur le Pays de Gex (deuxième volet d'une série intitulée « De l'autre côté de la frontière »).

Le virage du sous-développement

— A noter, enfin, dans le supplément « politique et culturel » de la « *National Zeitung* » (numéro 60), une tentative d'illustration d'un terme qui revient souvent dans l'actualité helvétique, « pays en voie de développement » : Andreas Bänziger décrit l'existence des paysans colombiens, une existence dont le dénuement situe notre responsabilité de pays nanti; à l'intérieur du cahier, notamment, deux colonnes sur la sauvagerie de la répression en Iran, et une réflexion critique sur l'exploitation commerciale du premier âge.

De l'horlogerie à la pharmacie

Qu'en termes choisis ces choses-là sont dites... Tant le Crédit Suisse (« L'économie en 1974 : rétrospectives-perspectives ») que l'Union de Banques Suisses (« Economie suisse 1974 ») se lancent dans des pronostics sur le mouvement des affaires pour l'année 1975. Au chapitre de l'industrie pharmaceutique, cela donne les lignes suivantes répercutées par le bulletin de la Société pour le développement de l'économie suisse, qui se fait le porte-parole du Vorort :

« L'industrie pharmaceutique prévoit encore un accroissement réel de son chiffre d'affaires pour 1975, mais en même temps un resserrement accru de sa marge bénéficiaire du fait de l'augmentation constante des frais de production, qui ne pourront être entièrement répercutés sur les prix ». Dans la foulée, donnons encore le diagnostic 1975 pour l'industrie chimique, diagnostic qui permettra de se faire une idée du climat régnant dans certaines hautes sphères bâloises concernées à la

fois par la chimie et la « pharmacie » :

« Le léger ralentissement de la demande de produits chimiques observé dans la seconde moitié de l'année écoulée devrait partiellement persister en 1975. Pour autant que rien ne vienne entraver gravement le commerce mondial et que la récession qui se dessine dans divers pays industrialisés ne prenne pas de plus grandes proportions, on peut compter qu'en 1975 les exportations de produits chimiques, dont on sait qu'elles représentent 90 % de la production de la branche, se développeront de manière satisfaisante ».

Et maintenant, revenons sur terre, et venons-en aux bilans 1974 qui donnent un reflet convenable de la situation des branches concernées, au-delà des sujets d'inquiétudes largement répercutés dans la grande presse :

En 1974, l'industrie pharmaceutique suisse (qui exporte environ 95 % de sa production) a vendu à l'étranger pour 1811,5 millions de francs de pro-

duits. Par rapport à 1973, cela représente une augmentation de 318,7 millions de francs de ses exportations tandis que la moyenne des prix de ces produits exportés n'a augmenté que de 4,4 %. En valeur réelle, c'est-à-dire déduction faite du renchérissement, l'accroissement des exportations dans ce secteur a donc atteint 16,2 % alors que l'accroissement correspondant de l'année précédente n'avait été « que » de 5,1 %.

Si la « crise » atteint cette industrie d'exportation-là dans une mesure telle que l'évolution soit toujours considérée comme « satisfaisante », alors une conclusion s'impose : il se peut que le contribuable helvétique y aille en définitive de sa poche, suite à la campagne de presse amorcée ces dernières semaines tous azimuts, pour sauver le « franc horloger », mais en aucun cas des sacrifices ne sauraient être consentis pour parer à de prétendus dangers menaçant le « franc pharmaceutique ».